

Questions orales

En contrepartie de l'attitude prise en Grande-Bretagne et aux États-Unis, le moment n'est-il pas venu pour le gouvernement de prendre au sein du Commonwealth l'initiative d'annoncer maintenant l'interdiction totale d'investir en Afrique du Sud et un embargo sur l'importation des produits agricoles sud-africains?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, le gouvernement pourra le mieux faire preuve d'initiative sur cette question au mini-sommet du Commonwealth qui doit avoir lieu dans quelques jours.

LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES—ON DEMANDE DE L'AIDE POUR
LES ÉTATS LIMITOPHES

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, le vice-premier ministre ne semble pas savoir ce qui se passe. Le Commonwealth se désagrège sous nos yeux.

Le premier ministre a laissé entendre que si l'Afrique du Sud ne réglait pas la question de l'apartheid, toute relation économique avec elle sera rompue. Un comité de la Chambre des communes a appuyé le premier ministre...

M. le vice-président: Le député aurait-il l'obligeance de poser une question?

M. McCurdy: Monsieur le Président, le gouvernement a-t-il mis un projet au point, seul ou de concert avec d'autres pays, pour offrir une aide économique aux États de la ligne de front qui subiront les représailles de l'Afrique du Sud si le premier ministre impose des sanctions comme il l'a promis?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je ne sais trop si le député préconise le démembrement du Commonwealth. Nous sommes convaincus que le Commonwealth est une institution extrêmement importante et nous ferons tout ce que nous pourrons pour qu'elle se maintienne et prospère. C'est dans cet esprit que le premier ministre exposera notre position et réaffirmera l'engagement du gouvernement envers les politiques qui s'imposent pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud, engagement que le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont si clairement exprimé.

* * *

LES FINANCES

LES PROPOSITIONS CONCERNANT LA RÉFORME FISCALE

M. Bill Attewell (Don Valley—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Je suis persuadé que tous les Canadiens sont heureux de sa décision d'accélérer la réforme et la simplification de la fiscalité. Le ministre s'est-il fixé un objectif en vertu duquel une fois les

modifications apportées, le régime ne rapportera pas davantage au gouvernement, afin que ces modifications ne soient pas perçues comme une razzia fiscale?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, la réforme que j'ai proposée vendredi dernier tend à répartir différemment le fardeau fiscal. Elle ne vise absolument pas à obtenir des recettes supplémentaires. Nous tentons d'en arriver à un équilibre entre l'impôt sur le revenu des sociétés, l'impôt sur le revenu des particuliers et la taxe de vente. Ce faisant, nous souhaitons nous assurer de bien encourager, cependant, la croissance économique et la création d'emplois tout en conservant un régime fiscal compétitif, étant donné les modifications qui sont envisagées aux États-Unis.

* * *

L'IMMIGRATION

L'IMPOSITION DE VISAS AUX VISITEURS PORTUGAIS

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de l'Immigration que je félicite de sa promotion. Lorsque son prédécesseur a annoncé la nouvelle politique concernant les réfugiés, en mai, le gouvernement était revenu sur sa décision d'imposer des visas aux visiteurs portugais, en raison des mécanismes mal adaptés aux questions touchant les réfugiés. Pourquoi, en plein milieu de l'été, le ministre a-t-il soudainement imposé ces visas aux Portugais? Pourquoi ne s'est-il pas attaqué aux quelques avocats et conseillers en immigration qui sont responsables de la majorité des demandes frauduleuses du statut de réfugié et qui sont bien connus du ministre et de son ministère?

M. Gerry Weiner (ministre d'État (Immigration)): Monsieur le Président, nous avons imposé des visas pour protéger la crédibilité et l'intégrité de l'ensemble de la politique du Canada concernant les réfugiés et l'immigration. Nous avons pris cette décision à regret. J'ai dit que c'était une mesure temporaire. Lorsque mes collaborateurs et moi-même serons convaincus que la situation est redevenue normale, nous lèverons les restrictions.

ON DEMANDE LA RÉVOCATION DES MESURES

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, en imposant ces restrictions, le ministre frappe les innocents et laisse les coupables impunis. Vu que les visas gênent les plus de 10,000 visiteurs portugais qui viennent au Canada chaque année et portent atteinte injustement et sans raison à la réputation des Canadiens d'origine portugaise, des gens fiers et travailleurs, pourquoi le ministre ne s'engage-t-il pas à révoquer ces mesures et à se concentrer entièrement sur l'élimination de ce délit dont se sont rendus coupables des avocats et des conseillers peu scrupuleux de Toronto et de Montréal?